Burundi : le rapport de HRW est un "acte de vengeance" dit le gouvernement

@rib News, 25/11/2010 â€“ Source AFPLe rapport de l'organisation de dÃ©fense des droits de l'homme Human Right Watch (HRW) qui dÃ©nonce "la rÃ©duction de l'espace dÃ©mocratique" au Burundi, est "un acte de vengeance et de frustration", a dÃ©clarÃ© jeudi le porte-parole du gouvernement Philippe Nzobonariba."Ce rapport a Ã©tÃ© Ã©crit par la reprÃ©sentante de HRW" (expulsÃ©e du pays) qui s'Ã©tait "inscrite contre le processus Ã©lectoral et avait prophÃ©tisÃ© l'apocalypse avec ses associÃ©s de l'opposition", a expliquÃ© ce responsable burundais.
C'est "un acte de vengeance et de frustration, aprÃ¨s avoir constatÃ© avec ses associÃ©s de l'opposition et de la sociÃ©tÃ© civile que le processus Ã©lectoral a rÃ©ussi", a accusÃ© ce responsable.La reprÃ©sentante de HRW au Burundi, Neela Ghoshal, avait Ã©tÃ© expulsÃ©e en juin par les autoritÃ©s qui l'accusaient de "porter prÃ©judice aux institutions" Ã la suite d'u rapport qui demandait au gouvernement de lutter contre les violences politiques, en augmentation Ã l'approche des Ã©lections et qui dÃ©crivait de nombreux incidents impliquant le parti au pouvoir."Le gouvernement s'interroge sur les raisons qui poussent HRW Ã s'acharner ainsi contre les institutions piliers du pouvoir que sont l'armÃ©e, la police et la justice", a ajoutÃ© M. Nzobonariba."Mais ce n'est pas Ã©tonnant car c'est Ã©vident que HRW assiste et collabore avec l'opposition", a-t-il assurÃ©.Dans un rapport publiÃ© mardi, l'organisation de dÃ©fense des droits de l'homme a dÃ©noncÃ© "la rÃ©duction de l'espace dÃ©mocratique" au Burundi et "une rÃ©pression accrue".Ce document liste des actes de torture, des arrestations arbitraires, l'interdiction d'activitÃ© de l'opposition, ainsi que le harcÃ¨lement d'associations de la sociÃ©tÃ© civile.Suite Ã sa publication, l'Alliance dÃ©mocratique pour le changement au Burundi (ADC), qui regroupe douze partis d'opposition, a demandÃ© Ã la communautÃ© internationale de "suspendre momentanÃ©ment" l'aide Ã ce pays pour obtenir du pouvoir en place qu'il cesse de harceler l'opposition et mette fin Ã la corruption."C'est totalement irresponsable", a rÃ©agi le porte-parole du gouvernement, qui a dÃ©noncÃ© le "manque de patriotisme de cette opposition qui veut asphyxier une population totalement dÃ©munie".Le Burundi qui tente de sortir de 13 ans de guerre civile (1993-2006) qui ont ruinÃ© son Ã©conomie dÃ©pend de l'aide internationale pour plus de 50% de son budget.